

**TURQUIE**

**Il faut mener l'enquête sur le rapport  
éventuel entre les cadavres exhumés  
et les enlèvements de Kurdes**

La version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait  
foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

Index AI : EUR 44/03/00

Les autorités turques doivent ouvrir sans délai une enquête sur l'existence éventuelle d'une corrélation entre les informations selon lesquelles des Kurdes auraient récemment été enlevés et tués par le *Hezbollah* (Parti de Dieu) et le fait que dix cadavres aient été exhumés hier à Istanbul ainsi que trois autres aujourd'hui à Ankara, a déclaré Amnesty International.

*« Au moins neuf Kurdes musulmans ont été portés disparus ces derniers mois, ce qui montre que ces enlèvements ont un caractère systématique. Ces hommes ont probablement été enlevés en raison de leurs convictions religieuses et politiques »,* a déclaré Amnesty International.

Mehmet Kanlibiçak a appelé sa famille dans la nuit du 27 au 28 décembre pour prévenir qu'il ne rentrerait pas chez lui ce soir-là. La nuit suivante, il a téléphoné à Mehmet Sehit Avci et a demandé à le voir. Celui-ci est parti immédiatement en voiture ; plus tard, il a appelé sa famille et son bureau pour annoncer qu'il serait absent pendant quelques jours.

Le soir du 29 décembre, deux hommes ont appelé Izzetin Yildirim depuis leur téléphone portable et l'ont persuadé de les rejoindre en lui passant Mehmet Sehit Avci. L'appartement d'Izzetin Yildirim avait été visité, sa chambre fouillée et des documents avaient disparu. Izzetim Yildirim était le président de la Fondation islamique Zehra pour la culture et l'éducation, sise à Istanbul.

Deux hommes d'affaires kurdes ont disparu dans des circonstances similaires. L'absence de Cihangir Gaffari Negis a été constaté le 29 novembre 1999. Le lendemain, il a appelé son collaborateur, Ramazan Yasar, et l'a invité à le rejoindre. Les deux hommes n'ont pas été revus depuis. Ömer Cinar a disparu après avoir quitté son domicile, à Istanbul. Deux de ses frères avaient auparavant été arrêtés par la police ; l'un d'eux avait été torturé et l'autre avait fait l'objet de menaces.

Trois autres Kurdes, Kadri Tuzer, Suayip Yetis et Ahmet Atci, ont été portés disparus entre août et décembre.

Des fonds ont été prélevés à plusieurs reprises par carte bancaire sur les comptes de certains des hommes d'affaires enlevés et le téléphone portable d'Izzetin Yildirim a

La version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

continué à fonctionner, bien que celui-ci n'ait jamais répondu aux appels.

Les autorités turques pensent que le *Hezbollah* turc est à l'origine de ces enlèvements. Ceux-ci ont été présentés comme une attaque du *Hezbollah* dirigée contre les musulmans modérés kurdes ou comme la conséquence de luttes intestines.

Le 17 janvier, un affrontement a eu lieu entre la police d'Istanbul et trois personnes soupçonnées d'être responsables des enlèvements. Le chef présumé de la tendance armée du *Hezbollah* turc, Hüseyin Velioglu, a été tué au cours d'une fusillade. Les autorités turques devraient donner des informations sur les circonstances de sa mort.

Des effets appartenant aux neuf Kurdes enlevés ont été trouvés dans la maison qui a fait l'objet du raid du 17 janvier. La police aurait également trouvé la carte d'identité d'une islamiste féministe, Konca Kuris, qui avait été enlevée il y a deux ans.

Par la suite, la police a arrêté Cemal Tutsak, soupçonné d'être le chef militaire du *Hezbollah* turc, et Edip Gümüs, qui serait responsable de la partie occidentale de la Turquie. Amnesty International pense que ces deux personnes risquent d'être torturées.

L'organisation de défense des droits humains est préoccupée à l'idée que le *Hezbollah* turc pourrait être à l'origine de l'enlèvement et du meurtre de ces personnes et des nombreux autres Kurdes portés disparus l'année dernière. Amnesty International condamne fermement les exactions commises par les groupes armés.

L'Organisation demande la libération immédiate de toutes les autres personnes qui auraient été enlevées ainsi que des informations sur l'endroit où se trouvent les corps de toutes les personnes qui auraient été tuées. Amnesty International exhorte tant les autorités gouvernementales que les entités non gouvernementales à faire

en sorte que des mesures soient prises pour éviter que de telles exactions ne se reproduisent à l'avenir. L'Organisation demande instamment aux autorités turques d'ouvrir sans délai une enquête indépendante et impartiale sur ces homicides et de rendre publiques les conclusions de cette enquête.

#### **Informations générales**

Le *Hezbollah* (Parti de Dieu) a été fondé en 1980 et reste actif dans la région kurde, en particulier à Diyarbakir et à Batman. À la fin des années 80, le *Hezbollah* turc s'est scindé en deux courants qui se sont par la suite engagés dans une lutte fratricide, tout en s'opposant aux autres cercles islamiques et plus particulièrement au *Partiya Karkeren Kurdistan* (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan).

Au cours des années 90, le *Hezbollah* turc a été soupçonné d'être à l'origine de plusieurs homicides commis contre des Turcs opposés au gouvernement et qui avaient auparavant été harcelés, emprisonnés, torturés et menacés par les forces de sécurité. En 1999, plusieurs islamistes kurdes modérés ont été portés disparus. Selon certaines informations, la tendance armée du *Hezbollah* turc agirait en collusion avec une partie des forces de sécurité turques.

Au début de l'année 1999, les forces de sécurité turques auraient obtenu une liste exhaustive des membres présumés du *Hezbollah* turc. Tout au long de l'année 1999, ces forces de sécurité ont mené des opérations de grande envergure qui ont donné lieu à l'arrestation de nombreux membres du *Hezbollah* ?

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 171 413 5566, ou consulter notre site web (<http://www.amnesty.org>).**

La version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -